

Désignation de l'entreprise :		4D SAS				Néant * ☐			
		Exercice N				Exercice (N-1)			
		France		Exportations et livraisons intracommunautaires		Total			
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises*	FA		FB		FC			
	Production vendue { biens* services*	FD	1 978 405	FE	3 477 256	FF	5 455 661		
		FG	2 807 008	FH	5 160 846	FI	7 967 854		
	Chiffres d'affaires nets*	FJ	4 785 413	FK	8 638 102	FL	13 423 514		
	Production stockée*				FM				
	Production immobilisée*				FN				
	Subventions d'exploitation				FO	10 000			
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges* (9)				FP	13 331	2 056		
	Autres produits (1) (11)				FQ	864 159	1 453 883		
	Total des produits d'exploitation (2) (I)						FR	14 311 005	13 525 007
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)*						FS		
	Variation de stock (marchandises)*						FT		
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)*						FU		
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*						FV		
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis)*						FW	6 455 027	5 838 999
	Impôts, taxes et versements assimilés*						FX	217 488	244 796
	Salaires et traitements*						FY	4 579 131	4 662 464
	Charges sociales (10)						FZ	2 112 194	2 142 821
	DOTATIONS D'EXPLOITATION	Sur immobilisations	{ - dotations aux amortissements*		GA	133 992	155 872		
			{ - dotations aux provisions		GB				
		Sur actif circulant : dotations aux provisions*	GC	22 815	171 193				
	Pour risques et charges : dotations aux provisions						GD		
	Autres charges (12)						GE	5 459	1 037
	Total des charges d'exploitation (4) (II)						GF	13 526 106	13 217 182
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)						GG	784 898	307 824	
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée*	(III)				GH			
	Perte supportée ou bénéfice transféré*	(IV)				GI			
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)						GJ	2 258 855	1 249 864
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)						GK		
	Autres intérêts et produits assimilés (5)						GL	149 119	127 687
	Reprises sur provisions et transferts de charges						GM	23 122	208 264
	Différences positives de change						GN	89 233	71 921
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						GO		
Total des produits financiers (V)						GP	2 520 330	1 657 736	
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations financières aux amortissements et provisions*						GQ	58 875	23 122
	Intérêts et charges assimilées (6)						GR	173 137	14 126
	Différences négatives de change						GS	21 109	11 176
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						GT		
Total des charges financières (VI)						GU	253 121	48 424	
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)						GV	2 267 209	1 609 312	
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)						GW	3 052 107	1 917 137	

(RENOIS : voir tableau n° 2053) * Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Désignation de l'entreprise :

4D SAS

Néant * ☐

		Exercice N		Exercice N - 1	
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	HA			115
	Produits exceptionnels sur opérations en capital*	HB	106		
	Reprises sur provisions et transferts de charges	HC	73 980		
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)	HD	74 085		115
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)	HE			322
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital*	HF			5 500
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions (6ter)	HG			
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)	HH			5 822
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		HI	74 085		(5 707)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		HJ	137 466		76 290
Impôts sur les bénéfices* (X)		HK	(576 061)		(490 835)
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)		HL	16 905 419		15 182 858
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)		HM	13 340 632		12 856 883
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)		HN	3 564 787		2 325 975
RENVOIS	(1) Dont produits nets partiels sur opérations à long terme	HO			
	(2) Dont { produits de locations immobilières	HY			
	{ produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	1G			
	(3) Dont { - Crédit-bail mobilier*	HP			
	{ - Crédit-bail immobilier	HQ			
	(4) Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	1H			
	(5) Dont produits concernant les entreprises liées	1J			
	(6) Dont intérêts concernant les entreprises liées	1K			
	(6bis) Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 bis du CGI)	HX			
	(6ter) Dont amortissements des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)	RC			
	Dont amortissements exceptionnels de 25% des constructions nouvelles (art.39 quinquies D)	RD			
	(9) Dont transferts de charges	A1	12 463		2 000
	(10) Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13) (dont montant des cotisations sociales obligatoires hors CSG/CRDS A5)	A2			
	(11) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)	A3			
	(12) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)	A4	5 405		327
	(13) Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : (facultatives A6 obligatoires A9)	A7			
	{ dont cotisation facultative Madelin	A8			
{ dont cotisations facultatives aux nouveaux plans d'épargne retraite					
(7) Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, utiliser l'annexe) :		Exercice N			
Cession matériels informatiques anciens		Charges exceptionnelles		Produits exceptionnels	
Reprise pour impôt				106	
				73 980	
(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :		Exercice N			
		Charges antérieures		Produits antérieurs	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

ANNEXE

1 janvier 2022 au 31 décembre 2022

4D SA

Parc des Érables - 66 route de Sartrouville - Bât 4, 78230 LE PECQ - Téléphone : 0130539200

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Néant

Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre

Néant

Autres éléments significatifs

En 2022, la société a connu une progression de son chiffre d'affaires par rapport à l'exercice précédent portée principalement par l'activité Services (+22%).

La situation géopolitique (Guerre en Ukraine) n'a pas impacté nos activités, en raison d'une très faible exposition commerciale, mais a provoqué une hausse du prix des matières premières qui a commencé à se répercuter sur nos dépenses énergétiques et de sous-traitance.

Événement post-clôture

Conformément à l'article 833-2 du PCG, nous portons à la connaissance du lecteur, qu'une erreur a été commise lors de la décision du président en date du 14 novembre 2017 réalisant l'augmentation de capital consécutive à l'acquisition définitive des 349.000 actions gratuites de catégorie C attribuées par décision du président en date du 14 novembre 2016.

Nous précisons qu'il est demandé à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes sociaux clos le 31/12/2022 de prendre acte de cette erreur et la corriger par réduction du capital social de la société, sans opérer de distribution aux associés.

Nous apportons les précisions suivantes sur l'erreur qui a été commise et sur les conséquences de sa correction si elle était adoptée par la collectivité des associés :

Nature de l'erreur :

Lors des décisions du président, en date du 14 novembre 2017, réalisant l'augmentation de capital consécutive à l'acquisition définitive des 349.000 actions gratuites de catégorie C attribuées le 14 novembre 2016, il a, par erreur, été considéré que la valeur nominale unitaire des actions était de 0,76€ alors qu'elle est de 0,10€, de sorte que le capital social a été augmenté, par erreur, de 265.240€ au lieu de 34.900€.

Impact de la correction d'erreur :

Si la collectivité des associés décidait, comme cela est demandé, de corriger l'erreur susvisée par réduction du capital social, il n'y aurait aucun impact sur le montant des capitaux propres de la société dès lors que la réduction de capital interviendrait sans rachat ou annulation d'actions et sans distribution ou répartition au profit des associés et que les 230.340€ initialement prélevés sur le poste de « report à nouveau » et incorporés à tort dans le capital social seraient réintégrés sur le poste « Report à nouveau ».

Présentation des postes impactés et corrigés de l'erreur

L'augmentation de capital consécutive à l'acquisition définitive des 349 000 actions gratuites attribuées en 2016 a été comptabilisée à tort à partir d'une valeur nominale unitaire par action gratuite C de 0,76€ de sorte que la somme 265.240€ a été prélevée, le 14 novembre 2017, à tort, sur le poste « Report à nouveau ». L'augmentation de capital aurait dû être réalisée uniquement pour la valeur nominale unitaire par action C de 0,10 €, soit une augmentation de capital totale

de 34 900 € prélevés sur le poste « Report à Nouveau »

La correction qui serait apportée sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2023, si cette dernière était approuvée par la collectivité des associés, serait la réduction du capital social d'un montant de 230.340 €, sans rachat ou annulation d'actions et sans distribution ou répartition aux associés, étant précisé que cette somme serait inscrite sur le poste « Report à nouveau ».

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

1. Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31 décembre 2022 ont été établis en conformité avec les dispositions légales et réglementaires applicable en France selon le règlement 2016-07 de l'ANC du 4 novembre 2016 ainsi que les avis et recommandations ultérieurs de l'ANC.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

2. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Les acquisitions incorporelles courantes sont amorties linéairement sur un an et trois ans.

Les frais de développement internes liés à l'évolution des logiciels 4D sont enregistrés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et/ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants :

Agencement, aménagement, installation technique	5 à 10 ans	Linéaire
Matériel et outillage industriel	3 à 10 ans	Linéaire
Matériel de bureau et mobilier	5 à 10 ans	Linéaire
Matériel informatique	3 ans	Dégressif économique

3. Frais d'établissement

Les provisions pour dépréciation des participations sont calculées sur la base de la quote-part de situation nette détenue, en prenant en considération la valeur d'utilité de la filiale pour le groupe.

Il n'y a pas eu de dotation aux provisions pour dépréciation des participations sur l'exercice 2022.

4. Stocks

Il n'y a pas de stock à comptabiliser.

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES - Suite

5. Créances

vue des dossiers individuels et des renseignements détenus par la société lors de l'arrêt des comptes. La règle générale est de provisionner à 50% ou 80% suivant l'ancienneté de la créance, si aucune procédure judiciaire n'est en cours, à 100% dans le cas contraire.

6. Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

7. Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités réglementaires

8. Impôts sur les sociétés

Les charges non déductibles fiscalement sont réintégrées au résultat comptable, les produits non taxables étant pour leur part déduits de ce même résultat comptable. Le résultat fiscal ainsi obtenu permet de déterminer l'impôt sur les sociétés au taux de 25%.

Le résultat fiscal est un bénéfice fiscal de 996 953 € et l'impôt correspondant est de 249 238 €, sur lequel s'impute une retenue à la source de 6 382 €, et un produit issu de l'intégration fiscale de 34 813 € soit un impôt à payer de 208 043€.

IMMOBILISATIONS

	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation légal
		Réévaluation	Acquisitions	Virements de poste à poste	Cessions et mises hors service		Valeur d'origine en fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
Frais d'établissement et de développement							
Autres postes d'immobilisations incorporelles	8 457 511		2 500			8 460 011	
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)	8 457 511		2 500			8 460 011	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Installations générales, agenc- des construction							
Installations techniques, matériel et outillage ind							
Installations générales, agencements divers	670 134					670 134	
Matériel de transport							
Matériel de bureau et informatique, mobilier	904 643		28 782		19 948	913 476	
Emballages récupérables et divers							
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)	1 574 777		28 782		19 948	1 583 610	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES							
Participations évaluées par mise en équivalence							
Autres participations	700 356				173 137	527 219	
Autres titres immobilisés							
Prêts et autres immobilisations financières	69 481		2 470		4 200	67 750	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (III)	769 837		2 470		177 337	594 970	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	10 802 124		33 751		197 285	10 638 591	

AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Situations et mouvements de l'exercice			
	Montant des amortissements au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux cessions d'actif	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement				
Fonds commercial				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	8 450 574	5 956		8 456 531
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)	8 450 574	5 956		8 456 531
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Inst. générales, agencements et aménagements des constructions				
Inst. techniques, matériel et outillage industriel				
Inst. générales, agencements, aménagements divers	398 381	61 900		460 280
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	786 647	66 136	19 948	832 835
Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)	1 185 028	128 036	19 948	1 293 116
TOTAL GÉNÉRAL (I+II)	9 635 602	133 992	19 948	9 749 646

CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES	Situations et mouvements de l'exercice			
	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant net à la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
TOTAL CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES				

PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

POUR RISQUES ET CHARGES

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
Provisions pour litiges	30 000			30 000
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes et charges	23 122	58 875	23 122	58 875
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts	73 980		73 980	
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour grosses réparations				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	127 102	58 875	97 102	88 875

POUR DÉPRÉCIATIONS

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATIONS				
Dépréciation sur immobilisations incorporelles				
Dépréciation sur immobilisations corporelles				
Dépréciation sur titres mis en équivalence				
Dépréciation sur titres de participation	133 133			133 133
Dépréciation sur immobilisations financières				
Dépréciation sur stocks et en cours				
Dépréciation sur comptes clients	6 401	270	868	5 803
Autres provisions pour dépréciations	13 117 238	22 545		13 139 783
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATIONS	13 256 772	22 815	868	13 278 719
TOTAL GÉNÉRAL	13 383 874	81 690	97 970	13 367 594

Pour la société Wakanda, compte tenu du manque de visibilité sur cette société, une dotation de 22 545€ sur le compte courant a été constatée en exploitation. Le montant cumulé à la clôture 2022 s'élève ainsi à une dépréciation de 13 139 783€

La provision pour impôts comptabilisée en 2018 de 73 980€ a été reprise sur l'exercice 2022.

Détail des reprises de provisions suivant leur utilisation	Utilisées	Non utilisées
Provisions pour Impôts		73 980
Reprises de Provisions pour perte de change	463	22 660
Dépréciation sur comptes clients		868
Total des Reprises de Provisions	463	97 507

CREANCES ET DETTES

ÉCHÉANCES DES CRÉANCES À LA CLÔTURE

Créances	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	67 750		67 750
Clients douteux ou litigieux	7 707	7 707	
Autres créances clients	2 848 988	2 848 988	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	765	765	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	153 352	153 352	
Autres impôts, taxes et versements assimilés	43 860	43 860	
Créances diverses envers l'État et les collectivités publiques			
Groupe et associés	13 403 420	13 403 420	
Débiteurs divers	738 534	737 771	762
Charges constatées d'avance	180 037	180 037	
TOTAL DES CRÉANCES	17 444 412	17 375 900	68 512

ÉCHÉANCES DES DETTES À LA CLÔTURE

Dettes	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an et 5 ans au plus	Échéance à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	2 354	2 354		
Emprunts et dettes à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	1 219 157	1 219 157		
Personnel et comptes rattachés	917 636	917 636		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	311 915	311 915		
Impôts sur les bénéfices	133 043	133 043		
Taxe sur la valeur ajoutée	175 542	175 542		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	39 096	39 096		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	3 186	3 186		
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	2 719 001	2 719 001		
TOTAL DETTES	5 520 930	5 520 930		

CHARGES ET PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE ET ECART DE CONVERSION

Charges constatées d'avance	Montants
Charges locatives	29 182
Location diverses	75 367
Assurances : Locaux - Matériels - RC -Europ Assistance...	10 893
Autres (abonnements, cotisations, déplacements...)	64 596
TOTAL CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	180 037

Produits constatés d'avance	Montants
Abonnements Programmes Partenaires et Support Technique	396 955
Maintenance évolutive et abo licences	1 635 005
Royalties	632 584
Formation et services	54 457
TOTAL PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	2 719 002

Nature des écarts de conversion	Actif	Passif
Clients	2 125	
Autres créances	31 694	20 636
Trésorerie	25 056	
TOTAL ECART DE CONVERSION	58 875	20 636

CHARGES À PAYER & PRODUITS A RECEVOIR

CHARGES À PAYER

Charges	Montants
Fournisseurs, factures non parvenues	1 219 157
Autres charges à payer (provision CP & Participation)	917 636
Charges Sociales	282 517
Charges assises sur les salaires (taxes)	29 398
Intérêts courus à payer	2 354
TOTAL CHARGES À PAYER	2 451 062

PRODUITS À RECEVOIR

Produits	Montants
Clients, factures & avoirs à établir	265 159
Intérêts courus à recevoir	196
Royalties à recevoir	736 827
TOTAL PRODUITS À RECEVOIR	1 002 182

PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS ET EXCEPTIONNELS

Produits et Charges Financiers	Montant	Dont Entreprises liées
Produits	2 520 330	2 406 037
Charges	253 121	173 137
TOTAL GÉNÉRAL	2 267 209	2 232 900

Les produits financiers concernent essentiellement des dividendes reçus des filiales, 4D Inc, 4D Australasia, 4D Japan et 4D Deutschland d'un montant total de 2 258 855€, des intérêts pour 149 119€, des différences positives de change pour 89 233€, des reprises sur des provisions perte de change pour 23 122€

Les charges financières concernent une perte sur créances liées à une participation pour 173 137€, des différences négatives de change pour 21 109€ et des dotations aux provisions pour perte de change pour 58 875€

Produits et Charges Exceptionnels	Montant	Dont Entreprises liées
Produits	74 085	
Charges		
TOTAL GÉNÉRAL	74 085	

CHIFFRES D'AFFAIRES

CA PAR POSTES	Montants 2022	Montants 2021
Ventes de Marchandises		
Production vendue (Biens et Partners)	2 098 370	2 136 692
Production vendue (OEM)	3 357 290	3 278 915
Royalties (Principalement US et Japon)	2 219 651	1 651 500
Production vendue (Services)	5 748 164	5 001 932
Autres Produits d'Exploitation	40	29
TOTAL PRODUITS ACTIVITÉS COURANTES	13 423 514	12 069 068

CA PAR ZONES GEOGRAPHIQUES	France Montants 2022	France Montants 2021	Export Montants 2022	Export Montants 2021
Ventes de Marchandises				
Production vendue (Biens et Partners)	887 693	985 913	1 210 678	1 150 779
Production vendue (OEM)	1 090 712	1 111 843	2 266 578	2 167 072
Royalties (Principalement US et Japon)			2 219 651	1 651 500
Production vendue (Services)	2 839 608	2 668 450	2 941 195	2 333 482
Autres Produits d'Exploitation	40	29		
TOTAL PRODUITS ACTIVITÉS COURANTES	4 818 053	4 766 235	8 638 102	7 302 833

COMPOSITION DU CAPITAL

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL				
Catégorie des titres	Clôture Exercice	Nombre de Titres		Valeur nominale
		Créés sur l'exercice	Rbsés sur l'exercice	
<i>Actions A</i>	3 731 799			0,54
<i>Actions C</i>	349 000			0,76
TOTAL	4 080 799			

CAPITAUX PROPRES						
	Solde au 31/12/2021	Affectation du résultat 2021	Augmentation de capital	Distribution	Résultat 2022	Solde au 31/12/2022
<i>Capital</i>	2 265 240					2 265 240
<i>Capital appelé</i>						
<i>Prime d'émission</i>						
<i>Prime d'apport</i>						
<i>Prime fusion</i>						
<i>Réserve légale</i>	226 524					226 524
<i>Autres réserves</i>						
<i>Report à nouveau</i>	891	2 325 975		(2 300 000)		26 866
<i>Résultat</i>	2 325 975	(2 325 975)			3 564 787	3 564 787
SITUATION NETTE	4 818 631			(2 300 000)	3 564 787	6 083 417

AUTRES INFORMATIONS

ENGAGEMENT HORS BILAN

Au 31 décembre 2022, les engagements en matière d'indemnités de départ à la retraite ont été estimés à 1 768 k€.

La méthode de calcul et les principales hypothèses utilisées pour l'engagement en matière de pension sont les suivantes :

Taux de rotation du personnel : 5% annuel jusqu'à 55 ans

Espérance de vie : Application de la table de mortalité INSEE 2016

Taux d'actualisation : 0,8%

Taux attendus d'augmentation des salaires : 2,5%

Autre engagement hors bilan reçu : 10 000 €

EFFECTIFS

L'effectif moyen de la société au 31 Décembre 2022 s'élève à 66,70 personnes contre 71 pour l'exercice précédent

LOCATION MATERIELS INFORMATIQUES

Néant

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Les coûts de recherche et développement en 2022 ont représenté 4,4 M€, soit 33 % du chiffre d'affaires.

Ces coûts (salaires et charges associées et sous-traitance) sont intégralement passés en charges.

En 2008, la société a considéré que, sur les 3,5 M€ de coûts de Recherche et développement, 1.175.828 € constituaient des dépenses de R&D susceptibles de bénéficier d'un Crédit Impôt Recherche au taux de 50%, soit 587.914 €.

Pour sécuriser ce montant la société a demandé un contrôle tel que le permet le nouvel article L 13CA du livre des procédures fiscales instauré par le IV de l'article 69 de la loi de finances pour 2008, et a décidé, dans l'attente des résultats de ce contrôle, de ne pas comptabiliser ce montant dans ses comptes 2008.

La réponse de la Direction Générale des Finances Publiques, validant l'intégralité du montant est parvenue à la société le 2 avril 2009.

La société a donc procédé à l'inscription dans les comptes 2009 du montant du CIR 2008, soit 587.914 €.

Depuis 2009, pour ne pas fausser la vision économique des comptes annuels la société a décidé de maintenir ce décalage de comptabilisation

En 2022, la société a comptabilisé dans ses comptes, le CIR 2021 d'un montant de 790 K€.

Elle a décidé également de ne pas comptabiliser sur l'exercice 2022 le montant du CIR calculé sur l'exercice pour rester cohérente avec la méthode de comptabilisation

DIRIGEANTS

Le montant des rémunérations allouées aux membres de la Direction (Art R.123-198) pour l'exercice 2022 n'est pas communiqué. Cela reviendrait à communiquer une rémunération individuelle.

HONORAIRES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes au titre de l'audit légal figurant au compte de résultat de l'exercice 2022 s'élève à 58 700 €.

FILIALES ET PARTICIPATIONS EN MONNAIE LOCALE

Filiales et participations	Devises	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation du résultat	Quote-part du capital détenue	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Chiffre d'affaires exercice	Résultats (bénéfice ou perte de l'exercice)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
					Brute	Nette				
4D Inc	USD	276 203	1 101 309	100%	276 203	276 203		7 482 709	1 257 453	1 200 000
4D GmbH	EUR	26 000	(114 862)	100%	26 000	26 000		3 003 205	498 552	650 000
4D Japan	YEN	10 000 000	19 090 486	100%	10 000 000	10 000 000		138 476 471	17 844 334	30 000 000
4D Australasia	AUD	10 000	718 446	100%	2 350 437	2 350 437		2 586 964	347 133	400 000
4D Logiciels Maroc	MAD	10 000	5 913 689	100%	10 000	10 000		33 527 980	1 001 504	
Wakanda	EUR	133 133	(13 244 252)	100%	133 133				(161 797)	

ELEMENTS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIEES ET LES PARTICIPATIONS

POSTES	MONTANT
Participations	527 219
Prov. sur participations	133 133
Créances rattachées à des Participations	
Prov. sur créances rattachées	
Créances clients & comptes rattachés	1 003 820
Prov. sur créances clients & comptes rattachés	
Provision pour risque	
Autres créances	14 140 247
Prov. sur autres créances	13 139 783
Dettes fournisseurs & cpts ratt	271 320
Comptes de régularisation	825 087

4D SAS

66 route de Sartrouville

78230 Le Pecq

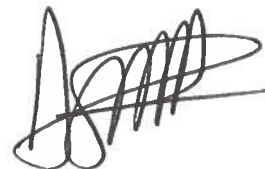
SIRET 31891885100169 - APE 5829B

COMPTES ANNUELS

au

31 décembre 2022

*Certifiés conformes à l'original.
par le président.*



4D SA

Parc des Érables - 66 route de Sartrouville - Bât 4, 78230 LE PECQ

Téléphone : 0130539200

1

BILAN - ACTIF

DGFIP N° 2050 2023

Formulaire obligatoire (article 53 A
du code général des impôts).

Désignation de l'entreprise 4D SAS

Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois* 12

Adresse de l'entreprise 66 route de Sartrouville 78230 Le Pecq

Durée de l'exercice précédent* 12

Numéro SIRET* 3 1 8 9 1 8 8 5 1 0 0 1 6 9

Néant * ☐

				Exercice N clos le		N-1		
				3 1 1 2 2 0 2 2		3 1 1 2 2 0 2 1		
		Brut		Amortissements, provisions		Net		
		1		2		3		
						Net		
						4		
Capital souscrit non appelé		(I)	AA					
ACTIF IMMOBILISÉ*	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement*	AB	AC				
		Frais de développement*	CX	CQ				
		Concessions, brevets et droits similaires	AF	AG	8 460 011	8 456 531	3 480	6 937
		Fonds commercial (1)	AH	AI				
		Autres immobilisations incorporelles	AJ	AK				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL	AM				
		Terrains	AN	AO				
		Constructions	AP	AQ				
		Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR	AS				
		Autres immobilisations corporelles	AT	AU	1 583 610	1 293 116	290 495	389 749
Immobilisations en cours		AV	AW					
Avances et acomptes		AX	AY					
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2)		Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS	CT				
		Autres participations	CU	CV	527 219	133 133	394 086	567 223
		Créances rattachées à des participations	BB	BC				
	Autres titres immobilisés	BD	BE					
	Prêts	BF	BG					
Autres immobilisations financières*	BH	BI	67 750		67 750	69 481		
TOTAL (II)		BJ	BK	10 638 591	9 882 780	755 811	1 033 389	
ACTIF CIRCULANT	STOCKS*	Matières premières, approvisionnements	BL	BM				
		En cours de production de biens	BN	BO				
		En cours de production de services	BP	BQ				
		Produits intermédiaires et finis	BR	BS				
		Marchandises	BT	BU				
	CRÉANCES	Avances et acomptes versés sur commandes	BV	BW	2 329		2 329	23 265
		Clients et comptes rattachés (3)*	BX	BY	2 856 694	5 803	2 850 891	2 780 799
		Autres créances (3)	BZ	CA	14 339 931	13 139 783	1 200 148	1 085 673
		Capital souscrit et appelé, non versé	CB	CC				
		Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)	CD	CE				
Comptes de régularisation	DIVERS	Disponibilités	CF	CG	6 685 066	6 685 066	4 763 494	
		Charges constatées d'avance (3)*	CH	CI	180 037		180 037	157 151
		TOTAL (III)	CJ	CK	24 064 056	13 145 585	10 918 471	8 810 381
		Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	CW					
		Primes de remboursement des obligations (V)	CM					
	Écarts de conversion actif* (VI)	CN		58 875		58 875	23 122	
		CO	1A	23 028 365	11 733 157	9 866 893		
		TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)						
	Renvois : (1) Dont droit au bail :		(2) Part à moins d'un an des immobilisations financières nettes :		(3) Part à plus d'un an :		CR	
	Clause de réserve de propriété : *	Immobilisations :	Stocks :		Créances :			

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Désignation de l'entreprise 4D SAS			Néant * ☐	
			Exercice N	Exercice N - 1
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : 2 265 240)	DA	2 265 240	2 265 240
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	DB		
	Ecarts de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence EK)	DC		
	Réserve légale (3)	DD	226 524	226 524
	Réserves statutaires ou contractuelles	DE		
	Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours B1)	DF		
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* EJ)	DG		
	Report à nouveau	DH	26 867	891
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	DI	3 564 787	2 325 975
	Subventions d'investissement	DJ		
	Provisions réglementées*	DK		
	TOTAL (I)	DL	6 083 417	4 818 631
	Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs	DM	
Avances conditionnées		DN		
TOTAL (II)		DO		
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques	DP	88 875	53 122
	Provisions pour charges	DQ		73 980
	TOTAL (III)	DR	88 875	127 102
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles	DS		
	Autres emprunts obligataires	DT		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	DU	2 354	3 357
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs EI)	DV		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW	19 298	26 568
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	1 219 157	976 852
	Dettes fiscales et sociales	DY	1 577 232	1 464 437
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ		
	Autres dettes	EA	3 186	546
Compte régul.	Produits constatés d'avance (4)	EB	2 719 001	2 448 570
TOTAL (IV)	EC	5 540 229	4 920 330	
	Ecarts de conversion passif* (V)	ED	20 636	830
	TOTAL GÉNÉRAL (I à V)	EE	11 733 157	9 866 893
RENVIS	(1) Écart de réévaluation incorporé au capital	1B		
	(2) Dont { Réserve spéciale de réévaluation (1959) Écart de réévaluation libre Réserve de réévaluation (1976)	1C		
		1D		
		1E		
	(3) Dont réserve spéciale des plus-values à long terme*	EF		
	(4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG	5 520 930	4 893 686
(5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	EH	2 354	3 357	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.



Société par actions simplifiée au capital de 2.265.240 euros,
Siège social : 66, route de Sartrouville à Le Pecq (78230)
RCS Versailles 318 918 851
(ci-après la « **Société** »)

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL
DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE
EN DATE DU 27 JUIN 2023**

(...)

SEPTIEME RESOLUTION

(Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2022)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

connaissance prise des termes des rapports du Président et des rapports général et spécial du commissaire aux comptes,

rappel opéré que les dividendes distribués au cours des trois exercices qui précèdent ont été les suivants :

Exercice	Dividendes
2021	2.300 000 €
2020	2.845.000 €
2019	3.000.000 €

constate que le poste de « *Réserve légale* » est entièrement doté,

prend acte que le résultat de l'exercice clos se solde par un bénéfice de 3.564.787 euros,

rappel opéré que le poste « *Réserve Légale* » est intégralement doté,

décide d'affecter le bénéfice qui s'élève à la somme de 3.564.787 € comme suit :

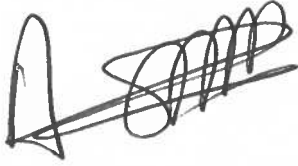
- à une distribution de dividendes pour un montant de trois millions cinq cent mille euros (3.500.000 €) ; et
- pour le solde, soit la somme de 64.787 au poste « *Report à nouveau* » qui sera porté de la somme de 26.867 € à la somme de 91.654 €.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

(...)

*
* * *

Certifié conforme par le Président, le 29/06/2023



SOMIO INVESTMENT
Représentée par ASMAE BENKIRANE
Le Président



Tour Exaltis
61, rue Henri Regnault
92075 Paris La Défense Cedex

4D SAS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

MAZARS

SOCIETE ANONYME D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES A DIRECTOIRE
ET CONSEIL DE SURVEILLANCE
61, RUE HENRI REGNAULT – 92400 COURBEVOIE - TVA INTRACOMMUNAUTAIRE : FR 07 784 824 153
CAPITAL DE 8 320 000 EUROS - RCS NANTERRE 784 824 153 - SIRET 784 824 153 00349 - APE 6920Z

4D SAS

Société par actions simplifiée
RCS : 318 918 851 RCS Nanterre

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

À la collectivité des associés de la société 4D SAS

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société 4D SAS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur Le paragraphe « Recherche et développement » de votre annexe, relatif à la comptabilisation du Crédit d'Impôt Recherche (CIR) lié aux dépenses de recherche et développement. Votre société a décidé de ne pas comptabiliser sur l'exercice 2022 le montant du Crédit d'Impôt Recherche estimé pour 2022, et de conserver le décalage de comptabilisation introduit au cours de 2008, et ce pour ne pas fausser la vision économique du résultat 2022 et se baser sur le montant définitif déterminé par un expert indépendant l'année suivante. Votre société a également décidé de ne pas comptabiliser sur l'exercice 2022 le montant estimé du Crédit d'Impôt Innovation (CII) 2022, pour rester cohérente avec la méthode de comptabilisation du CIR.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du Code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Mazars

Paris-La Défense, le 22 juin 2023



Simon BEILLEVAIRE

Associé